

LIBERTE DE LA PRESSE

Pas vraiment pressés

Luc Caregari

Alors que la liberté de la presse se dégrade en Europe, le Conseil de l'Europe vient de déposer une charte européenne pour la liberté de la presse.

Celles et ceux qui ont lu les journaux et hebdomadaires de cette semaine se rappellent peut-être d'une couverture en noir et orange : une pub pour une boîte de télécommunication qui change de nom. Jusqu'ici aucun problème. Si ne figuraient au-dessus de la pub les entêtes des journaux, faisant croire au lecteur crédule - le temps de quelques secondes - qu'il s'agissait d'un contenu rédactionnel.

Cette publicité - qui n'est pas la seule de son genre au Luxembourg ou en Europe - est en infraction avec l'article six de la nouvelle charte européenne pour la liberté de la presse, présentée ce lundi à la chambre des députés lors d'une session de la sous-commission des médias du Conseil de l'Europe par Hans-Martin Tillack, journaliste allemand et spécialiste de l'Union européenne et de sa bureaucratie monstrueuse. La charte dit explicitement : « Les entreprises privées doivent respecter l'indépendance éditoriale des médias et s'abstenir d'exercer des pressions sur le contenu éditorial ou d'essayer de rendre floue la distinction entre la publicité et le contenu éditorial ». Or, si la publicité mentionnée plus haut, rend floue la différence entre info et message commercial, elle a aussi sûrement été voulue par les directions des journaux. Car pour une page de journal entière qui, de plus est la première, les responsables peuvent s'attendre à

des rémunérations juteuses. Ce sont donc les journaux eux-mêmes, hypnotisés par l'appât du gain qui torpillent leur propre charte. C'est dire les difficultés qu'ont même des Etats démocratiques à appliquer toutes les règles d'une presse libre, c'est dire aussi la grande complexité du problème.

Lundi dernier donc, les députés de la sous-commission des médias - qui est attachée à la commission de la culture, de la science et de l'éducation - du Conseil de l'Europe ont fait face à des expert-e-s européens des médias, pour échanger leurs vues sur l'état de la liberté de la presse en Europe, c'est-à-dire des 47 pays membres du Conseil de l'Europe. Le rapport de William Horsley, directeur international du Center for Freedom of the Media (CFOM) et représentant pour la liberté des médias de l'association des journalistes européens, fût sans appel. 20 morts violentes dont la plupart en Russie, mais aussi en Biélorussie, Bulgarie et Turquie. Celles-ci témoignent non seulement d'une dégradation certaine de la liberté de la presse dans les pays concernés, mais aussi de la paralysie de la situation politique, qui s'avère particulièrement frustrante. Le rapport ne condamne pas seulement les Etats et leurs appareils d'intimidation de journalistes, mais aussi tous les acteurs du terrain susceptibles d'entraver la liberté d'expression dans la presse. Entendez par là : les entreprises - qui peuvent influencer sur le contenu en privant certaines publications de publicités - ou encore des groupuscules extrémistes - comme l'ETA espagnole - ou tout simplement la ma-

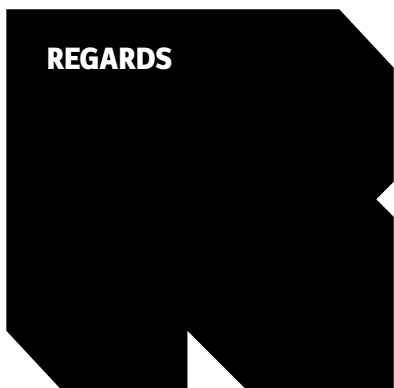
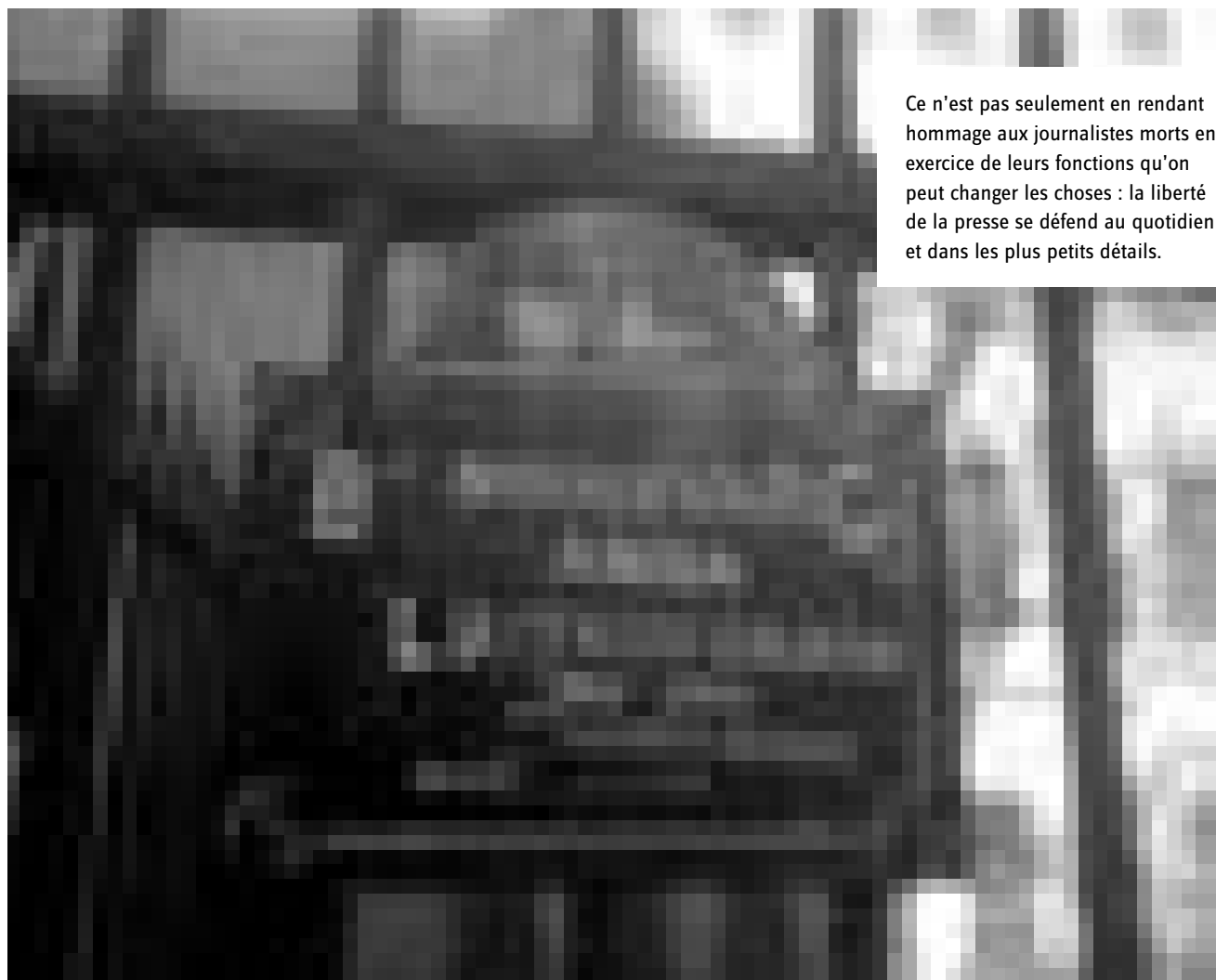


PHOTO : WWW.ROBERTAMSTERDAM.COM



Ce n'est pas seulement en rendant hommage aux journalistes morts en exercice de leurs fonctions qu'on peut changer les choses : la liberté de la presse se défend au quotidien et dans les plus petits détails.

fia, qui n'apprécie pas qu'on dévoile ses réseaux. Il est intéressant de voir, que ceux qui s'opposent à une presse libre sont les mêmes qui sont responsables de la misère dans leurs pays respectifs.

Mais ce n'est pas seulement en Europe de l'Est que les journalistes ne sont pas libres : le Conseil de l'Europe se désole particulièrement de la dégradation de la situation en Europe occidentale, dans les pays appartenant à l'Union, et donc démocratiques depuis des décennies - du moins serait-on porté à le croire. L'Italie est en première ligne de ces pays et pas pour rien. L'empire médiatique de Silvio Berlusconi ne date pas de hier et pourtant ce n'est que maintenant que le Conseil de l'Europe, tout comme le parlement européen de Strasbourg réagissent, en condamnant les liens entre pouvoir, industrie et médias dans la botte de l'Europe. Le pays des merveilles du sieur Berlusconi vient en effet d'être reclassé par l'ONG internationale Freedom House : de pays où la presse est libre, l'Italie est maintenant devenu un pays où la presse ne l'est qu'en partie. L'ONG - tout comme le rapport de William Horsley - en veut pour preuve entre autres : « le recours accru aux tribunaux et aux lois sur la diffamation pour limiter la liberté de parole, de la multiplication des actes d'intimidation physique et extrajudiciaire du crime organisé et des groupes d'extrême droite et d'inquiétudes au sujet de la propriété et de l'influence des médias ». Ce n'est donc pas uniquement Mediaset, la firme du Cavaliere qui pose problème, mais aussi tout le

fonctionnement de l'Etat et de la société italienne. Malheureusement, les choses ne sont pas prêtes de changer : une motion déposée au parlement européen - entre autres par le Vert luxembourgeois Claude Turmes - condamnant l'état de la liberté de la presse en Italie vient d'être bloquée in extremis par les députés du parti conservateur européen. Leur argument principal : « La liberté de la presse n'est pas uniquement un problème italien ». Le pire est qu'ils pourraient avoir raison.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, la question de la liberté des médias est en train de devenir un véritable problème. Beaucoup d'Etats optent - dans le cadre des lois soi-disant « anti-terroristes », qui pleuvent à chaque petit pet issu d'une caverne afghane - pour la restriction de la liberté de la presse. Résultat : les fouilles de rédactions, les mises sur écoute de journalistes investigateurs, les intimidations en justice se multiplient partout en Europe. Les lois contre le terrorisme sont liberticides et les terroristes sont les premiers à s'en réjouir, puisque l'Occident fait ce qu'ils leur demandent : restreindre les libertés de leurs citoyens. Dans ce contexte, le Conseil et les experts se sont surtout prononcés pour une meilleure protection des sources

journalistiques. Cette protection, essentielle pour les journalistes d'investigation, est souvent la première raison des conflits entre la presse et la justice. Or, quand les sources potentielles tarissent par peur de conséquences judiciaires c'est la vérité et la liberté de la population toute entière qui en souffrent.

Au Luxembourg aussi, la liberté de la presse en a pris pour son grade. Dans le classement annuel de Reporters sans Frontières (RSF), notre pays dégringole de la deuxième place à la vingtième. La présidente du conseil de presse luxembourgeois, Danièle Fonck, met en doute le sérieux de ce classement. Interrogée par le woxx, elle répond : « Le Luxembourg ne figure dans le classement de Reporters sans Frontières que depuis 2008. (...) Afin d'établir son classement, Reporters sans Frontières a établi un questionnaire à remplir par ses correspondants nationaux. Ne connaissant ni le/les correspondant-s de Reporters Sans Frontières, ni les reproches qui sont formulés à l'encontre du Luxembourg, je ne peux que prendre position sur les infractions à la liberté de la presse rapportées au conseil de presse ». Pourtant, RSF s'est fendu d'un communiqué lors de l'affaire de la perquisition chez l'hebdomadaire Contacto - la présidente du conseil

de presse suppose que c'est une des raisons pour le déclassé. Mais le Luxembourg a aussi d'autres problèmes, comme le manque d'une loi sur l'accès aux informations - nous sommes le seul pays européen à part Malte et Chypre, à ne pas avoir un accès garanti aux informations de l'Etat (voir woxx 1026). Dans ce cas, Danièle Fonck a profité de son intervention lundi devant le Conseil pour reformuler cette revendication, sans pourtant mentionner l'avant-projet de loi sur l'accès à l'information qui est durement critiqué par certains syndicats de journalistes comme étant plutôt une loi destinée à bloquer l'accès à l'information.

Que peut-on conclure de ce bref survol d'une problématique complexe qui nous concerne tous ? Les sonnettes d'alarme se font de plus en plus stridentes, il est vrai. Mais d'un autre côté celles et ceux qui tirent ces sonnettes manquent de poids politique, ou alors de vraie volonté à changer les choses. Alors que ce serait - en théorie - assez simple : pour garantir la liberté de la presse, la presse devrait commencer par dire la vérité sur son propre fonctionnement et dire qui les finance. Et puis, si la presse est libre, les forces anti-démocratiques tombent automatiquement - ce qui, actuellement, est loin d'être le cas.